

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

À partir de février 2017, deux syndicats nationaux d'enseignants ont organisé des grèves récurrentes afin de s'opposer aux réformes du secteur de l'éducation, qui à leur tour ont provoqué des manifestations d'étudiants exigeant la fin des interruptions de l'enseignement. La police aurait utilisé une force excessive et parfois mortelle contre les manifestants tant étudiants qu'enseignants, au moins 20 fois entre février 2017 et décembre 2020. La répression policière des manifestations de l'enseignement supérieur a également eu lieu sporadiquement au cours de la période considérée.

Contexte

En République de Guinée, les réformes du secteur de l'éducation ont provoqué une série de grèves d'enseignants, à partir de début 2017. Une épidémie dévastatrice du virus Ebola en 2014 a affaibli une économie déjà fragile qui a ralenti la croissance économique réelle à zéro pour cent en 2015 selon le gouvernement guinéen,¹ et conduit en partie à des coupes budgétaires affectant les salaires des enseignants ainsi que l'importance du corps enseignant.²

Selon Human Rights Watch, la police a fréquemment empêché ou réprimé les manifestations antigouvernementales au cours de cette période, tuant au moins 12 personnes en 2018.³ En juillet 2019, le parlement national a adopté une loi permettant aux soldats de tirer à vue contre tout obstacle ou menace imminente, ce qui, selon la BBC, pourrait permettre aux forces de sécurité de tuer des membres de l'opposition en toute impunité.⁴

Deux syndicats nationaux d'enseignants ont commencé à faire grève le 1^{er} février 2017, en opposition aux politiques qui réduisaient le salaire des enseignants débutants et mettaient fin au recrutement d'enseignants contractuels.⁵ Après avoir perdu des semaines de cours, les élèves ont mené des marches de protestation, dont certaines sont devenues violentes, exigeant que le gouvernement négocie avec les enseignants et que les enseignants reprennent le service ;⁶ la police a répondu aux manifestants en utilisant une force excessive.⁷ Bien que le gouvernement ait fermé toutes les écoles publiques et les universités pour empêcher de nouvelles manifestations, celles-ci se sont poursuivies.⁸ Les forces de sécurité auraient tué cinq personnes lors d'une manifestation le 20 février 2017, bien que leur statut d'étudiant ou de membre du personnel éducatif n'ait pas été confirmé.⁹

Tout au long de 2018 et 2019, un schéma similaire de grèves et de manifestations étudiantes s'est produit, avec une grève des enseignants qui a duré plus de deux mois, d'octobre à mi-décembre 2018, dans plusieurs régions administratives.¹⁰ Le Syndicat libre des enseignants et chercheurs de Guinée (SLECG) a estimé que 90 % des enseignants respectaient la grève.¹¹ Le même syndicat a également mené une grève pendant un mois entre février et mars 2018, qui s'est terminée après de longues négociations pour garantir une augmentation de salaire de 40 % et une immunité pour les enseignants participant à la manifestation.¹²

Les grèves des enseignants ont provoqué des mois d'interruption de l'apprentissage des élèves dans le pays au cours de la période considérée, ce qui a suscité des inquiétudes quant à la capacité des élèves à réussir les examens nécessaires pour poursuivre leurs études.¹³ Un porte-parole du gouvernement a également noté que tous les enseignants n'ont pas adhéré à la grève, ce qui a provoqué une inégalité de fait, car certains élèves ont pu poursuivre les cours et d'autres non.¹⁴

La Guinée n'a pas été examinée dans les éditions précédentes de *L'Éducation prise pour cible*, donc aucune comparaison ne peut être faite avec la période précédente de rapport.

Attaques contre les élèves, les enseignants et autres membres du personnel éducatif

Entre 2017 et 2019, la GCPEA a recensé au moins 20 attaques signalées contre des élèves et des enseignants en Guinée ; plus de 50 enseignants et étudiants ont été arrêtés et des dizaines ont été blessés ou tués. Dans la majorité des incidents, une force excessive a été utilisée contre les étudiants qui protestaient pour la reprise des cours à Conakry, la capitale, ainsi que dans d'autres villes du pays. Le gouvernement avait exigé que toutes les écoles primaires et secondaires ainsi que les universités suspendent les cours jusqu'à l'achèvement des négociations avec les syndicats d'enseignants en février 2017.¹⁵ Alors que des grèves et des manifestations se sont produites début 2017 et début 2018, la répression policière à l'encontre des deux groupes s'est intensifiée à la fin de 2018.

En 2017, la GCPEA a recueilli quatre rapports d'attaques contre des enseignants et des étudiants lors de manifestations contre les fermetures d'écoles et les réformes du secteur de l'éducation, qui ont conduit à l'arrestation d'au moins 35 étudiants, tandis qu'au moins 30 étudiants étaient blessés ou tués. Ceux-ci comprenaient :

- Les 13 et 14 février 2017, Radio France Internationale (RFI) et les médias locaux ont rapporté que des étudiants protestant contre la grève des enseignants et la suspension des cours avaient dressé des barricades le long d'une artère très fréquentée de la capitale Conakry, brûlant des pneus et jetant des pierres aux forces de sécurité, qui ont répondu avec des gaz lacrymogènes, selon les médias locaux.¹⁶
- Le 20 février 2017, des médias locaux et internationaux ont rapporté que des étudiants et des forces de sécurité se sont affrontés à Conakry, avec des manifestations s'étendant de l'intersection centrale Hamdallaye-Cosa à cinq communes de la ville. Les étudiants ont érigé des barricades, brûlé des pneus et lancé des pierres sur la police, tandis que la police a tiré des gaz lacrymogènes sur les manifestants et a utilisé la force. Au cours des manifestations, 31 étudiants auraient été arrêtés, 5 personnes tuées et 30 blessées, bien que leur statut d'étudiants ou d'enseignants n'ait pas été précisé.¹⁷
- Le 20 novembre 2017, Garda World et RFI ont rapporté que des forces de police avaient tiré à balles réelles sur des élèves qui protestaient contre une grève des enseignants à Conakry. Deux élèves auraient été tués et d'autres blessés.¹⁸

La police a répondu aux manifestations d'étudiants et d'enseignants en recourant à une force excessive en 2018, alors que les négociations entre les enseignants et le gouvernement se poursuivaient. Les incidents signalés ont culminé en octobre et en décembre, au cours d'une grève de deux mois. La GCPEA a recueilli 12 rapports médiatiques qui ont documenté l'utilisation de la force contre des manifestants ainsi que leur arrestation dans les villes de Conakry, N'zérékoré et Labé en 2018,¹⁹ parmi lesquels :

- Le 13 février 2018, des grèves d'enseignants ont poussé les élèves de Conakry à manifester. La police et les étudiants se sont violemment affrontés, ce qui aurait entraîné la mort de deux étudiants, selon RFI et Aminata.²⁰
- Le 29 octobre 2018, dans le quartier de Kaloum à Conakry, des étudiants ont manifesté, appelant à la fin de la grève des enseignants ; la police aurait répondu en tirant des coups de feu et des gaz lacrymogènes sur la foule, et en s'engageant dans de véritables combats pour disperser la foule, comme l'ont rapporté des médias locaux.²¹
- Le 22 novembre 2018, des dizaines d'enseignants auraient organisé un sit-in au ministère de l'Éducation dans le quartier de Kaloum à Conakry, avant de marcher vers le bureau du Premier ministre. La police aurait dispersé les manifestants avec des gaz lacrymogènes, blessant trois enseignants, selon Aminata. Guinée News a rapporté que la police avait arrêté six enseignants qui, le 26 novembre, avaient été condamnés pour rassemblement illégal.²²
- Le 26 novembre 2018, des étudiants de la région de Kaloum à Conakry ont manifesté pour demander la réouverture des écoles, restées fermées depuis début octobre. La police a utilisé des gaz lacrymogènes pour interrompre la manifestation, selon des médias locaux.²³
- Les médias locaux ont rapporté que le 26 novembre 2018, des enseignants du syndicat SLECG ont organisé une deuxième journée de sit-in de protestation devant le bureau du Premier ministre à Kaloum, à Conakry. La police aurait utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants, qui réclamaient la reprise des négociations avec le gouvernement et le versement de leurs salaires, qui n'avaient pas été payés depuis le début de la grève en octobre.²⁴

En 2019, les attaques signalées contre des élèves et des enseignants ont diminué par rapport aux années précédentes. La GCPEA a recensé trois incidents signalés :

- Le 7 janvier 2019, Guinée News a rapporté que la police avait utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser une manifestation d'enseignants dirigée par le SLECG à Conakry. La police aurait arrêté cinq enseignants en grève.²⁵

- Le 21 janvier 2019, dans la ville et la région de Mamou, des élèves du lycée de Cabral ont protesté contre l'annulation des cours et ils auraient perturbé d'autres lycées de la région. Africa Guinée a signalé que la police avait tiré des gaz lacrymogènes, causant des blessures légères et des dégâts matériels non spécifiés.²⁶
- La source médiatique locale Kaba Bachir a rapporté que des étudiants à Conakry ont protesté contre la grève des enseignants le 10 avril 2019, bloquant certaines rues. La police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser la manifestation.²⁷

Attaques contre l'enseignement supérieur

Des attaques contre des étudiants de l'enseignement supérieur se sont produites au moins trois fois entre 2017 et 2019. Dans certains cas, comme les manifestations étudiantes des 13 et 14 février 2017, des étudiants universitaires auraient manifesté aux côtés de lycéens et auraient fait l'objet du recours à une force excessive.²⁸ En outre, la GCPEA a trouvé un reportage médiatique sur un étudiant en médecine de 23 ans d'origine ivoirienne, qui a été abattu par la police lors d'une manifestation étudiante à Conakry, le 5 décembre 2017. La police aurait tiré sur une résidence étudiante depuis un véhicule lors de ces manifestations, selon des sources médiatiques internationales.²⁹

La GCPEA n'a identifié aucune attaque contre l'enseignement supérieur en 2018. En 2019, des sources médiatiques ont signalé deux attaques contre des étudiants universitaires lorsque des forces de sécurité ont dispersé des manifestations d'étudiants dans des universités :

- Le 30 mai 2019, Scholars at Risk a rapporté que la police avait utilisé une force violente et meurtrière pour disperser une manifestation étudiante pacifique à l'Université de Labé, située dans la ville et la région de Labé. Les étudiants protestaient contre la décision de l'administration du campus d'obliger deux étudiants hospitalisés à passer des examens. La police, qui aurait été appelée par l'administration, s'est heurtée à des étudiants, tuant au moins l'un d'entre eux et en blessant d'autres.³⁰
- Le 5 juillet 2019, des étudiants de l'Université de Kankan, dans la ville et la région de Kankan, auraient manifesté contre l'incapacité de l'institution à distribuer des prêts étudiants dus trois mois plus tôt. Selon Guinée Matin et Kaba Bachir, la police aurait utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants et aurait blessé un journaliste.³¹

¹ « Guinée : Post-Ebola Socio-economic Recovery and Resilience Strategy 2015-2017 », Gouvernement de la République de Guinée, juillet 2015, p. 7.

² Victoria Gatenby, « Guinea pressured to meet demands of striking teachers », *Al Jazeera*, 13 mars 2018.

³ Human Rights Watch, *Rapport mondial 2019*, (New York ; Human Rights Watch, 2019), Guinée ; Corinne Dufka, « Les efforts du gouvernement guinéen visant à interdire les manifestations portent atteinte aux droits humains », Human Rights Watch, 26 avril 2019.

⁴ « Les gendarmes autorisés à tirer à vue en Guinée », *BBC*, 8 juin 2019.

⁵ « At least 5 killed in protests over Guinea teachers' strike », Reuters, 20 février 2017.

⁶ « Mot d'ordre de grève des enseignants maintenu en Guinée », *BBC*, 3 décembre 2018.

⁷ « Grève des enseignants en Guinée : élèves et étudiants manifestent leur colère », *RFI*, 14 février 2017.

⁸ « Grève des enseignants en Guinée : élèves et étudiants manifestent leur colère » ; Guinée : Grève des enseignants - Les écoles fermées par le gouvernement », *RFI*, 15 février 2017, <https://fr.allafrica.com/stories/201702150364.html> (consulté le 26 août 2019).

⁹ « At least 5 killed in protests over Guinea teachers' strike », Reuters, 20 février 2017 ; Boubacar Diallo, « Guinée : 5 killed amid student protests over teachers strikes », *AP*, 20 février 2017.

¹⁰ « Guinea teachers launch 'unlimited' strike », *AFP*, 4 octobre 2018 ; Garda World, « Guinea : Teacher strike continues ; potential general strike Dec. 4 and protest Dec. 6 /update 1 », *Garda World*, 3 décembre 2018.

¹¹ « Mot d'ordre de grève des enseignants maintenu en Guinée », *BBC*, 3 décembre 2018.

¹² « Guinea teachers call off month-long strike », *AFP*, 3 mars 2018.

¹³ « Mot d'ordre de grève des enseignants maintenu en Guinée », *BBC*, 3 décembre 2018.

¹⁴ Bangaly Condé, « Les écoles guinéennes encore très perturbées par la grève », *Deutsche Welle*, 20 février 2018.

¹⁵ « Guinea : Teachers strike – government closes schools. »

¹⁶ Aminata (français) ; *Radio France Internationale*, cité dans ACLED, Event ID GUI817 ; « Grève des enseignants en Guinée : élèves et étudiants manifestent leur colère », *RFI*, 14 février 2017.

¹⁷ Vous trouverez une liste complète de références sur le site internet de la GCPEA, <http://www.protectingeducation.org/education-under-attack-2020-references>.

¹⁸ *AFP*, cité dans ACLED, Event ID GUI870 ; « Éducation en Guinée : après des violences, le parquet demande l'arrêt de la grève », *RFI*, 23 novembre 2017 ; « Guinea : One killed during protests in Conakry Nov. 20 /update 1 », *Garda World* alerte d'actualité.

¹⁹ Vous trouverez une liste complète de références sur le site internet de la GCPEA, <http://www.protectingeducation.org/education-under-attack-2020-references>.

²⁰ Aminata (Guinée), cité dans ACLED, Event ID GUI903 ; Mamadou Aliou Barry, « Grève des enseignants : des coups de feu entendus à Cosa, des manifestants arrêtés à

Koloma », *Aminata*, 12 février 2018 ; « Guinée : deux jeunes gens tués dans des heurts avec les forces de l'ordre », *RFI*, 13 février 2018.

²¹ *Aminata* (Guinée), cité dans ACLED, Event ID GUI966 ; Alpha Oumar Diallo, « URGENT/Heurts à Kaloum : des élèves dans la rue », *Aminata*, 29 octobre 2018. Cette source stipule également que des élèves des écoles privées ont été blessés par des élèves des écoles publiques : <https://www.garda.com/crisis24/news-alerts/171146/guinea-violent-student-protests-in-coyah-and-siguiri-october-29-update-2>.

²² *Guinée News*, cité dans ACLED, Event ID GUI996 ; Sekou Sanoh, « TPI de Kaloum : après 5 jours de prison, les enseignants grévistes recouvrent leur liberté », *Guinée News*, 26 novembre 2018 ; « Justice – TPI de Kaloum : les enseignants condamnés interjetteront appel », *Guinée News*, 26 novembre 2018 ; Mamadou Aliou Barry, « Conakry : un sit-in du SLECG violemment dispersé, des enseignants blessés », *Aminata*, 22 novembre 2018.

²³ *Aminata* (Guinée), cité dans ACLED, Event ID GUI1000 ; Ibrahima Sory Barry, « Kaloum : des élèves dans la rue pour encore réclamer le retour des enseignants dans les salles de classe », *Aminata*, 26 novembre 2018.

²⁴ *Le Lynx* (Guinée), cité dans ACLED, Event ID GUI1001 ; Sekou Sanoh, « Kaloum : des enseignants dispersés à coups de gaz lacrymogènes ; 6 interpellés », *Guinée News*, 26 novembre 2018.

²⁵ *Guinée News*, cité dans ACLED, Event ID GUI1014 ; Sekou Sanoh, « La manif du SLECG étouffée : plusieurs enseignants arrêtés, une proposition du gouvernement attendue », *Guinée News*, 7 janvier 2019.

²⁶ « Mamou en transe : affrontement entre des élèves et des forces de l'ordre... (plusieurs blessés) », *Africa Guinée*, 21 janvier 2019 ; *Africa Guinée* ; *Guinea News*, cité dans ACLED, Event ID GUI1050 ; Badicko Diallo, « Mamou : les élèves opposés à la tenue des compositions, manifestent dans la rue », *Guinée News*, 21 janvier 2019.

²⁷ *Kaba Bachir* ; *Aminata*, cité dans ACLED, Event ID GUI1083 ; « Grève du SLECG : Des échauffourées signalées à Kaloum », *Kaba Bachir*, 10 avril 2019.

²⁸ RFI, « Grève des enseignants en Guinée : élèves et étudiants manifestent leur colère », *RFI*, 14 février 2017.

²⁹ *AFP*, cité dans ACLED, Event ID GUI875 ; « Un étudiant ivoirien tué lors des récentes manifestations en Guinée », *VOA Africa*, 11 décembre 2017 ; « Guinée : la mort tragique d'un jeune étudiant ivoirien crée une polémique à Conakry », *Xinhuanet*, 7 décembre 2017.

³⁰ Scholars at Risk Network, Academic Freedom Monitor, Université de Labé, 30 mai 2019.

³¹ Abdoulaye Sylla, « Kankan : Aziz Diop hué, les étudiants dispersés à coup de gaz lacrymogène », *Guinée Matin*, 6 juillet 2019 ; *Kaba Bachir*, cité dans ACLED, Event ID GUI1129 ; Karim Kouyaté, « Kankan : Les étudiants dispersés à coup de gaz lacrymogène », *Couleur Guinée*, 5 juillet 2019.